

Quelle image de la ville est renvoyée lorsque l'agent d'accueil, la première personne que les usagers voient à leur entrée, est un remplaçant qui est dans l'incapacité de fournir les renseignements les plus basiques, de délivrer un ticket d'entrée depuis que les musées sont de nouveau payants ou de vendre un produit de la boutique ? Au musée de la Résistance, les agents en renfort sur le poste de la billetterie et de la boutique notamment pendant la pause déjeuner de l'agent titulaire, n'ont pas le droit de toucher à la caisse car ils ne sont pas inscrits sur l'acte de régie, et se voient donc dans l'obligation de faire entrer les visiteurs gratuitement au musée. Le musée, payant normalement pour les moins de 26 ans, devient donc gratuit quand un agent non régisseur doit occuper le poste d'agent d'accueil. Inversement, il arrive qu'au musée des Beaux-Arts des visiteurs règlent leurs droits d'entrée mais n'aient pas accès à la collection localisée à l'étage car celui-ci est plus facile à fermer. Ce niveau est malheureusement dévolu aux émaux, œuvres dont la renommée mondiale contribue au rayonnement international de la Ville de Limoges, suscitant la déception des visiteurs qui expriment alors au personnel leurs récriminations et leur incompréhension.

Cette situation met en difficulté les agents comme l'équipe d'administration soumise aux injonctions contradictoires de devoir ouvrir, sans les moyens nécessaires, les musées, vitrines d'une ville attachée à ses arts et à son histoire.

La saison touristique se profile avec, nous l'espérons, une hausse de la fréquentation française comme étrangère, ces personnes venant parfois de loin pour visiter notamment la collection de référence des émaux du musée des Beaux-Arts. Il serait dommage qu'ils continuent de se heurter à une porte fermée.

Sur le plan des ressources financières, les budgets des musées connaissent, entre 2019 et 2022, une baisse de 33 % sur le fonctionnement et 53 % sur l'investissement mettant à mal la programmation comme l'entretien des bâtiments. Face à cette situation, la question se pose inévitablement de l'ambition que la Ville nourrit pour ses musées.

Le manque de budget a des conséquences graves sur le fonctionnement des services. Il conduit à l'annulation de projets artistiques, scientifiques et culturels. Il met fin aux partenariats des musées avec les associations, les établissements scolaires, les réseaux culturels locaux, nationaux et internationaux. Il menace l'enrichissement, la restauration et la conservation des collections. Les conséquences sont inévitables : baisse de la fréquentation et donc des recettes. Il n'est plus possible d'assurer les missions des deux musées dont l'un, nous le rappelons, dispose du label Musée de France et l'autre, malgré la mutualisation, s'est vu annuler par la Ville à la dernière minute son Projet Scientifique et Culturel (PSC qui a été rédigé par l'équipe du musée à la demande initiale de la Ville pour l'obtention de ce label !). Cela met à mal la motivation des agents, la réalisation de leurs objectifs individuels et collectifs.

Conscients des difficultés que rencontrent les collectivités et des efforts à fournir par l'ensemble des services dans un contexte général dégradé, et malgré toutes ces difficultés, les personnels des musées restent professionnels et ont toujours à cœur d'assurer leurs mission de service public avec rigueur mais ils souhaiteraient avoir plus de visibilité à court et long terme pour assurer dans la sérénité et la confiance leurs différentes missions, tant d'accueil et de sécurité que de médiation et de conservation, dans l'intérêt de tous, collectivité, agents et usagers.

Le personnel des Musée et les organisations syndicales FSU et CGT